



**LA DEFINITION DE L' INTERET NATIONAL AMERICAIN ET DES REGIONS  
STRATEGIQUES**

Mémoire de géopolitique

du capitaine de corvette Luc JOUVENCE, marine nationale

dans le cadre de l'étude dirigée « les déterminants de la stratégie des Etats-Unis »

Directeur : Monsieur Etienne De Durand

Avril 2003

## SOMMAIRE

### INTRODUCTION

#### PARTIE I : L'INTERET NATIONAL AMERICAIN

##### 1.1. Les références philosophique, morale et politique.

L'héritage de Machiavel et de Kant. Le prisme de Morgenthau.

Les Pères fondateurs et la Constitution. Woodrow Wilson et Théodore Roosevelt.

De l'analyse de Kissinger au discours de Condoleezza Rice.

##### 1.2. La tradition libérale.

Dieu et l'argent. Idéalisme et mercantilisme.

##### 1.3. Le tempérament isolationniste.

Le champion de la liberté.

Une stricte conception de l'intérêt national. La citoyenneté selon Michaël Walzer.

##### 1.4. Démographie et culture.

Le creuset humain et la civilisation du box office.

Les faiblesses démographiques.

##### 1.5. La mondialisation économique et l'intérêt national.

La dérégulation et l'ouverture de l'économie internationale.

Le déficit du commerce extérieur.

Une imbrication entre l'Europe et les Etats-Unis : le contrepoids.

## PARTIE II : LES REGIONS STRATEGIQUES

### 2.1. La dimension militaire.

L'arsenal militaire. Une structure militaire planétaire. Un engagement à long terme, loin du territoire.

Le Moyen-Orient : L'Irak et le conflit israélo-Palestinien.

La lutte contre « l'axe du mal » et le soutien aux « modernistes ».

La crise des Balkans. Des contradictions européennes et américaines.

Kagan et les incertitudes européennes.

### 2.2. La dimension économique.

Un point d'ancrage en Extrême-Orient. La Chine émergente et le Japon respecté.

Le modèle européen. Le couple franco-allemand. Un pôle financier.

### 2.3. La dimension géopolitique.

Les états-nations. Les pivots.

La Chine, le Japon et la Russie.

La tête de pont de la démocratie. Le multilatéralisme et l'Europe. L'ouverture de l'OTAN et de l'UE.

## CONCLUSION

## INTRODUCTION

L'Amérique de George W. Bush admet-elle de moins en moins le multilatéralisme? Faisant écho au président Wilson qui assurait que Dieu avait créé les Etats-Unis « pour guider les nations du monde sur le chemin de la liberté », l'actuel président déclarait en 2002 : « Nous savons à quel point nous sommes bons! »

Ainsi, l'intérêt national américain trouve ses sources dans la première histoire de la nation. Il provient de l'héritage des pères fondateurs, d'une certaine philosophie libérale, d'un rapport à l'argent particulier et d'un tempérament humain exacerbé, à la fois isolationniste et idéaliste, interventionniste et réaliste, toujours présenté sous la bannière de la liberté.

Cet intérêt national prend forme dans la définition des régions stratégiques que souhaitent, sinon contrôler, au moins surveiller les Etats-Unis. De l'Asie et d'un point d'ancrage en Extrême-Orient à la vieille Europe et « ses Balkans », c'est véritablement un axe eurasiatique qu'ont délimité les Américains. Cet axe comprend aussi le Moyen-Orient, où deux conflits se développent au quotidien : israélo-palestinien et irakien. On ne connaît, à ce jour, aucune solution à ces situations, mais nul ne contestera que nous n'avons jamais été aussi près des conclusions.

Ces régions stratégiques peuvent ainsi être présentées au travers des prismes militaire, économique et géopolitique.

Il apparaît donc légitime de se demander quel est le but recherché et les déterminants de la politique étrangère de ce pays, simple politique sécuritaire face au terrorisme ou volonté de faire appliquer à la planète un ordre mondial dans le cadre d'une grande stratégie.

## PARTIE I : L' INTERET NATIONAL AMERICAIN

L'intérêt national américain, pris entre l'idéalisme et le réalisme, matérialisé par l'isolationnisme et l'interventionnisme, ne représente pas un simple courant politique aux Etats-Unis. Parfois mis en avant par des républicains, il peut être plébiscité simultanément par les démocrates et réciproquement. L'histoire l'a prouvé à maintes reprises. Pourtant, l'intérêt national, omniprésent dans la réflexion américaine, doit être abordé selon une démarche préalable philosophique. La notion historique doit être replacée dans le débat général et enfin revue à l'aune des événements récents. Parallèlement, on verra se dessiner les contours d'une tradition libérale, d'un tempérament parfois isolationniste, face aux changements démographiques, culturels et économiques.

### 1.1. Les références philosophique, morale et politique.

L'héritage de Machiavel et de Kant. L'opposition à Hobbes. La prisme de Morgenthau. Dans *Le Prince*, Machiavel<sup>1</sup> pose les fondements de l'appréhension moderne du réel. Si d'une façon générale l'homme ancien, et le stoïcien en particulier, considère que tout est rigoureusement déterminé dans l'univers, Machiavel fait tout basculer. Il tente de corriger la vision fataliste des choses; par la puissance de la raison et de la volonté de son action, l'homme canalise les forces qui tentent de l'asservir et adopte une attitude active. Dans le chapitre XXV du *Prince*, Machiavel refuse donc le fatalisme et affirme que la fortune est favorable à ceux qui sont audacieux, voire violents. La bonté n'est qu'un luxe pour un royaume imaginaire, et l'homme, pour assurer sa conservation, est conduit à la violence, qui doit cependant être utilisée de façon rationnelle. Il existe ainsi chez Machiavel une véritable séparation entre l'éthique et la politique. Ce préambule, à l'accent d'un discours contemporain américain exceptées les références à l'éthique et à la morale, peut être mis en parallèle avec la pensée de Kant, deux siècles plus tard. L'idéal kantien de la paix perpétuelle se confond dans l'idéal américain avec une volonté de conversion de l'ordre mondial. Pourtant, chez Kant, la morale interdit bien la guerre et le projet de paix perpétuelle, publié en 1795, précise que les régimes républicains ne se font pas la guerre entre eux<sup>2</sup>. Les Etats-Unis, dès leur fondation, ont voulu éviter les rivalités de puissance de la

---

<sup>1</sup> Nicolas Machiavel, *Œuvres complètes*, Gallimard, coll. Bibliothèque de la Pléiade. Paris. 1952

<sup>2</sup> Emmanuel Kant, *Projet de paix perpétuelle*, in *Oeuvres philosophiques*, Gallimard, coll. Bibliothèque de la Pléiade, Paris, 1986

vieille Europe, et avec Wilson, comme nous le verrons ultérieurement, ont voulu instaurer une politique internationale fondée sur le droit, reprenant des suggestions de Kant.

Kant est un optimiste, il veut rompre avec la vision mécaniste de l'équilibre des forces du réalisme classique. Il croit fermement que la Raison conduira les hommes à la paix.

En revanche, chez Hobbes, la guerre de tous contre tous est une situation négative dont il faut le plus vite sortir pour se soumettre à une autorité commune, l'Etat mondial.

Le réalisme marqué par l'intérêt national et l'équilibre vu par Morgenthau

Alors que l'idéalisme cherche à accomplir le bien-être de l'humanité, le second courant de la discipline des relations internationales est celui du réalisme, il se situe pendant la période 1940-1950. Un des représentants les plus influents de ce courant est Hans Morgenthau qui dans son *Politics among nations* (1948) tente pour la première fois de produire une théorie scientifique des relations internationales, c'est-à-dire faisant abstraction de la nature humaine. Les hypothèses de Morgenthau sont les suivantes: premièrement les états-nations sont les acteurs les plus importants dans les relations internationales. De plus, il faut établir une distinction entre la politique nationale et étrangère, et enfin la politique internationale est une lutte pour les pouvoirs et, accessoirement, pour la paix ensuite. Pour les réalistes, la sécurité est au centre de la politique internationale. La question centrale que se pose Morgenthau et avec lui le réalisme classique est celle de savoir ce qu'est le pouvoir et comment il est possible de le mesurer.

Concernant l'équilibre des forces, pour Morgenthau, il y a quatre façons d'obtenir la paix sur le plan international. Premièrement, si l'opinion publique internationale et une certaine morale l'imposent. Deuxièmement, la paix peut être établie à travers le droit international. Troisièmement, cette paix peut devenir réalité si on instaure un gouvernement mondial, c'est-à-dire une puissance hégémonique quasi absolue qui peut imposer ses vues à n'importe qui, coalitions incluses. Enfin, la paix peut être amenée, ou tout du moins la guerre peut être limitée, à travers l'équilibre des forces. Il pense que le concept d'équilibre des forces provient de la nature même des relations internationales, à savoir que les différents efforts que produisent les états-nations se trouvent finalement en concurrence et qu'un équilibre peut émerger de manière spontanée dans certaines circonstances. Il s'agit à la fois d'une position réaliste, par sa prise en compte de la nature de l'homme, et moraliste, par sa considération pour l'instauration de la paix. C'est pourquoi Morgenthau pense nécessaire une morale dans les relations internationales. Il est contre la justification morale de la politique étrangère, ce qu'il appelle l'« idéologie éthique ».

c'est-à-dire que derrière des principes moraux se cachent des intérêts particuliers. En revanche, il se déclare pour l' intérêt national, que l'on peut définir en terme mesuré comme la sécurité nationale, à savoir la préservation de l'intégrité des institutions nationales, et ceci pour deux raisons au moins. Premièrement, il y a une obligation morale de protéger ses citoyens. Comme la société internationale est toujours en conflit et en concurrence, un acte d'altruisme international se ferait au dépens de ses propres citoyens. Deuxièmement, si chacun poursuit son intérêt national alors, par l'équilibre des forces, on doit atteindre l'ordre pour tous, la stabilité, c'est-à-dire une situation sans conflit armé important. Morgenthau nous propose donc une éthique de la responsabilité, de la raison d'Etat, c'est-à-dire pour l'Etat et ses citoyens, les dirigeants devant être bons si possible et méchants si nécessaire.

Les Pères fondateurs et la Constitution. Woodrow Wilson et Théodore Roosevelt.

La constitution rédigée par Thomas Jefferson représente l'idéalisme américain. Les Etats-Unis doivent proposer au monde un exemple de vertu, à l'opposé des turpitudes européennes. En 1824, le président John Adams déclarait à ce sujet: « Je ne cesse de considérer la fondation de l'Amérique comme un dessein de la Providence, conçu en vue d'éclairer et d'émanciper la portion de l'humanité qui se trouve encore réduite à l'esclavage ». Cette idéologie existe encore et, en 1983, Arthur Schlesinger rappelait que « l'élite de la pensée calviniste voyait dans les Etats-Unis une nation rédemptrice ». Cependant, jusqu'au début du XX ème siècle, la politique étrangère américaine restera régie par un courant isolationniste. Théodore Roosevelt et Woodrow Wilson marqueront le changement.

Woodrow Wilson serait le dernier des penseurs libéraux classiques comme l'illustrent ses quatorze points pour la paix. Nous pouvons citer quelques uns des points de ce programme qui sont en filiation directe avec le libéralisme.

- Le point (1) interdit les traités secrets et impose la diplomatie transparente entre les Etats ;
- Le point (2) établit la liberté des mers ;
- Le point (3) propose l'abolition de toutes les barrières douanières ;
- Le point (5) prévoit la résolution de tous les conflits coloniaux entre les métropoles ;
- Le point (14) souhaite la création d'une Société des Nations.

Wilson, visionnaire de l'ordre mondial, pense que la Raison, la liberté individuelle et l'opinion publique, désireuse de préserver son bonheur privé, pousseront les états à ne pas faire la guerre. Il estime que l'ordre international doit se fonder, non plus sur le traditionnel équilibre des forces,

mais sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, et que la sécurité ne dépend plus d'alliances militaires, mais d'une sécurité collective. De la même manière, la diplomatie ne doit plus être conduite en secret, mais sur la base « d'accords ouverts ».

Le discours de Théodore Roosevelt apparaît beaucoup plus réaliste et fournira la référence de la politique des Etats-Unis pendant des décennies. Jusqu'à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, la doctrine Monroe fait loi, excluant les puissances européennes du continent américain. Roosevelt est le premier président à vouloir faire sortir le pays de son isolationnisme au nom de l'intérêt national, en partant du principe que les Etats-Unis forment un pays comme un autre, mais en affirmant un rôle mondial. Niant cependant l'idée du droit international, il exprime un réalisme géopolitique, contrairement à Woodrow Wilson.

De l'analyse de Kissinger au discours de Condoleezza Rice (campagne présidentielle 2000).

Selon Henry Kissinger, après avoir étudié les principes de Wilson et de Roosevelt, « au XX<sup>ème</sup> siècle, aucune nation n'a exercé d'influence aussi décisive et, en même temps, aussi ambivalente que les Etats-Unis », parfois en dénonçant l'ingérence, souvent en affirmant la nature universelle de ses valeurs, toujours en montrant un pragmatisme dans sa diplomatie et une idéologie dans ses convictions morales historiques. Cette croisade s'est traduite par la volonté d'établir un ordre international fondé sur la démocratie, la liberté du commerce et le droit international. Ainsi, tantôt isolationnistes, tantôt missionnaires, les Américains restent convaincus que leur pays possède le meilleur système de gouvernement au monde. Même si d'autres pays revendiquent maintenant le statut de grande puissance, à l'instar du discours du président John F. Kennedy, l'Amérique est assez forte pour « payer n'importe quel prix, assumer n'importe quel fardeau », au nom de la liberté.

Condoleezza Rice, de son côté, présentait un discours plutôt isolationniste pendant la campagne des élections présidentielles 2000. Pourtant, le traumatisme du 11 septembre 2001 va changer la donne et recentrer le débat sur l'intérêt national « violé ». Alors que la chute du mur de Berlin a fait perdre aux Américains leur challenger de l'intérêt national, ils demeurent encore en 2000, dans une position d'ouverture économique. Sous une administration républicaine, les Etats-Unis auraient dû se recentrer sur l'intérêt national, en poursuivant des objectifs clés, tout cela en certifiant que le système militaire pouvait dissuader la guerre, projeter la puissance et combattre pour la défense de ses intérêts, en cas d'échec de la dissuasion. La croissance économique, le

marché libre et un système monétaire international stable pour tous, incluant « l'hémisphère ouest » trop souvent négligé apparaissaient comme vitaux pour l'intérêt national. Cet état d'esprit prévoyait avec des liens forts avec les alliés partageant les valeurs américaines de paix, de prospérité et de liberté. Ainsi, selon Condoleezza Rice, il fallait recentrer les énergies américaines sur les relations avec les grandes nations, comme la Russie et la Chine, susceptibles de modeler le caractère du système politique international. Enfin, apparaissait la nécessité de mettre un terme à la menace des pays dits voyous et des puissances hostiles, cette menace pouvant prendre des formes croissantes de terrorisme allant jusqu'à l'utilisation des armes de destruction massive.

Les néo-conservateurs, à la tête desquels nous devons citer Paul Wolfowitz, ont alors pris le pas sur toutes les tendances et lancé leur campagne contre l'Irak. Ils s'appuient sur une vision cohérente du rôle de l'Amérique dans le monde : aujourd'hui, sans égale, elle doit assumer pleinement sa puissance, sans complexe ; elle ne doit donc pas ménager ses efforts budgétaires pour entretenir une armée puissante, et ne doit pas hésiter à l'utiliser pour assurer sa sécurité. Maîtrisant les « think tanks » et les médias, « les faucons » pèsent sur la politique publique. Ils ont indiqué quatre directions pour redonner à l'Amérique une politique étrangère et une politique de défense respectées : la hausse des budgets militaires, l'opposition aux régimes hostiles aux valeurs américaines, l'acceptation de la responsabilité de l'Amérique dans la défense d'un ordre mondial favorable à ses principes et la promotion de la liberté économique et politique à l'étranger.

## 1.2. La tradition libérale.

### Dieu et l'argent. Idéalisme et mercantilisme.

Les tensions entre l'idéalisme, parfois « éthéré », et le mercantilisme le plus pragmatique n'ont jamais cessé en Amérique. Mahan, à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, notait que : « les intérêts politiques, commerciaux et militaires sont tellement entremêlés que leur interaction mutuelle constitue un même ensemble ». Le plus bel exemple de cette collusion est fourni par Abraham Lincoln et ses relations avec l'industrie pendant la guerre de Sécession. Aujourd'hui encore, nous connaissons les liens du vice-président Dick Cheney avec le monde des affaires. Rappelons enfin les déclarations de Bill Clinton en octobre 1992, à Richmond, démontrant que « le bien-être économique était vital pour la sécurité des Etats-Unis ». Dans le livre blanc Report on the Bottom-up Review, publié en 1993, son ministre de la Défense précisait : « Notre tâche

essentielle, en tant que nation, est de renforcer notre société et notre économie pour faire face au contexte compétitif exigeant du XXIème siècle et, en même temps, d'éviter les risques dus à des réductions précipitées de nos capacités de défense et d'engagement outre-mer qu'elles soutiennent ».

L'inspiration néo-libérale, récemment popularisée, sous la thèse d'une Fin de l'Histoire, de Francis Fukuyama, révèle « la nature de l'homme en tant qu'homme », où la démocratie de marché constituerait un horizon que l'on ne pourrait désormais plus guère envisager de dépasser. Par conséquent et du point de vue des relations internationales cette fois, « l'axe principal de l'interaction entre les États devrait être économique et les anciennes règles de la politique de puissance devraient perdre de leur importance ».<sup>3</sup>

Parallèlement, le « fondamentalisme protestant », selon les termes de Paul Ricoeur<sup>4</sup>, où se mêlent la politique, l'économie et la symbolique biblique liée à des événements qui ne sont pas du même ordre, peut irriter. Paul Ricoeur va jusqu'à parler « d'aspect insupportable ». Cet impact protestant au sein des cercles du pouvoir n'est pas si nouveau qu'il en a l'air. Le plus célèbre prédicateur américain, Billy Graham, révèle un siècle de liens entre la sphère « évangélique » et la Maison-Blanche, les premières relations s'étant nouées avec Dwight D. Eisenhower. Pourtant, la « religion civile » ne se résume pas à une tonalité évangélique. Sa fonction est avant tout de légitimer la nation et de l'unir, conformément à la devise « In God We Trust ». Malgré la rhétorique parfois manichéenne de certains gouvernements, l'influence des églises, même évangéliques, ne va pas jusqu'à décider de telles ou telles interventions militaires.

### 1.3. Le tempérament isolationniste.

#### Le champion de la liberté.

Comment parler des Etats-Unis sans aborder le principe de la liberté ? Héritier de la philosophie des Lumières, ce pays est marqué, de sa constitution jusqu'à ses modes de vie, par cette notion. Elle se retrouve aussi bien dans la vie politique que culturelle ou dans le monde des affaires et dans la vie de tous les jours. Depuis leur origine, les Américains ont refusé le pouvoir absolu et ce qui avait un rapport avec les monarchies européennes du XVIIIème siècle. Le pouvoir se trouve ainsi éclaté, réparti entre un législatif et un exécutif incapables de se dominer, le but

---

<sup>3</sup> Fukuyama 1992, pp. 76 et 313

<sup>4</sup> Entretien accordé à La Croix. 23 février 2003.

n'étant pas toujours de promouvoir l'efficacité, mais au moins d'empêcher l'arbitraire. Cette situation, marquée par les checks and balance, peut néanmoins aboutir à des impasses, à l'image des déclarations du général Zinni qui relatait ainsi son expérience : « J'étais dans une situation dans laquelle le plus grand rival de chaque armée n'était pas constitué par un adversaire étranger, mais par chacune des autres armées des Etats-Unis ».

Une stricte conception de l'intérêt national. La citoyenneté selon Michaël Walzer.

Michaël Walzer, professeur de philosophie morale et politique à Princeton fait part, dans un article intitulé *Civility and Civil Virtue in Contemporary America*, du constat habituellement établi du déclin du civisme et de la vertu civique aux Etats-Unis, et tente d'établir un diagnostic des formes de la citoyenneté et de leur évolution. Sa thèse souligne que « nous sommes les citoyens que nous devrions être, étant donné l'ordre social et politique dans lequel nous vivons ». En d'autres termes, cela signifie que la compréhension propre aux Etats Unis du vivre-ensemble produit les formes de citoyenneté présentes, et que l'on ne pourrait agir sur celles-ci qu'à condition de vouloir modifier cet ordre politique.

Walzer part des exigences collectives concernant le « bon citoyen ». Elles sont multiples, mais se rapportent à un engagement à l'égard de la collectivité : celle-ci n'est pas d'abord comprise comme patrie, ou comme nation, ou comme l'Etat abstrait, mais comme allégeance à la République, dans sa dimension politique : il distingue cette allégeance politique de celle, quasi mystique, élaborée dans des pays du Vieux Continent comme la France. Il s'agit d'une appartenance plus froide, sans rite, dont le sentiment doit être manifesté non par des célébrations publiques communes mais par des « festivités privées ».

Quant à l'engagement du citoyen pour la défense de son pays, Walzer souligne la résistance historique à la conscription, et la difficulté à prendre les armes au nom d'intérêts ou de périls éloignés. Cet engagement, largement dépassionné, se situe plutôt dans le cadre d'une obéissance à la loi.

Cette obéissance à la loi est le troisième trait du citoyen américain ; Walzer défend l'idée que l'évolution des mentalités a permis aux Américains d'intérioriser cette exigence et de la porter à un niveau élevé, en diminuant parallèlement l'usage de la violence dans des émeutes collectives. Il propose une explication : « Si la civilité est privatisée, ainsi doit l'être aussi l'incivilité ».

Enfin, la dernière attente concerne l'activisme politique du citoyen ; mesuré par le taux de participation aux élections, il s'est beaucoup érodé, même après la léger regain des années 60.

Walzer explique cela par l'investissement de la majorité des citoyens dans leurs affaires privées, au détriment de la chose publique ; ceci est en cohérence avec la perspective libérale qui a le mérite de limiter les tensions entre les individus, mais au détriment d'un engagement passionné. « La dure vérité à propos de l'individualisme, du sécularisme et de la tolérance est qu'ils rendent la solidarité très difficile ». Tout le problème pour Walzer est de savoir si peuvent se développer « le civisme et le respect de la loi sans une intensification du patriotisme et de la participation politique » ; il répond de manière plutôt positive à la question, soulignant qu'il s'agit là du défi posé à la conception propre de la citoyenneté américaine. Celle-ci est comprise au niveau étroitement politique et fait surgir une interrogation majeure : « Comment une citoyenneté commune pourrait-elle se développer sans autre dimension commune, sans solidarité éthique, sans religion établie, sans tradition culturelle unifiée ? »

Pour Walzer, il faut augmenter la participation des citoyens au débat démocratique, décentraliser l'activité gouvernementale, pour permettre des engagements locaux plus forts. Il souligne aussi comment cette forme renouvelée ou minimale de civisme, éloignée de la vertu civique de l'antiquité, produit une certaine conception de l'homme et des vertus libérales, et peut accroître « la loyauté, la courtoisie, la générosité, un souci des règles ».

Dans l'article *The idea of civil society*, Walzer analyse le concept de société civile en réponse à la question de la recherche de la vie bonne dans nos sociétés et des institutions à mettre en place pour la rendre effective. Il analyse quatre types de réponses politiques à cette question. La valorisation de la société civile constitue selon lui moins une cinquième réponse qu'une sorte de correctif apporté aux quatre autres et permettant de faire droit à la pluralité des dimensions humaines. En effet, chacune des quatre réponses insiste sur un aspect de l'individualité et de son rapport à la communauté : comme « citoyenneté démocratique, coopération socialiste, autonomie individuelle ou identité nationale ».

Les deux premières réponses sont considérées comme des réponses de gauche, et les deux autres comme davantage de droite.

La première réponse insiste, dans la ligne de Rousseau et de Stuart Mill, sur la citoyenneté démocratique, source de vertu civique ; mais elle se heurte à la réalité actuelle de l'importance accordée aujourd'hui à d'autres tâches que la vie politique.

La deuxième réponse est centrée sur la vie économique, dans la ligne de Marx et de penseurs utopistes, qui veulent une société de libres travailleurs dans une économie coopérative ; celle-ci est une perspective irréalisable, ce qui constitue sa limite évidente.

La troisième réponse insiste sur le rôle central du marché, comme expression du libre choix possible des individus ; la critique essentielle porte alors sur l'inégalité des personnes dans l'accès aux biens proposés.

La quatrième réponse valorise l'engagement exclusif pour le corps national, la patrie, le problème étant alors la difficulté à envisager une certaine hétérogénéité de la communauté politique ou l'intolérance possible à l'égard de l'extérieur.

Walzer vise donc à défendre l'importance de la sphère de la société civile, nécessaire pour revitaliser les engagements politiques et les choix économiques des personnes. C'est le libéralisme, comme système politique, qui permet de valoriser cette dimension de la société civile, puisqu'il représente un principe de contestation de toute perspective totalitaire, une « anti-idéologie ». Pour Walzer, une spécificité de l'époque contemporaine est la pluralité des engagements et des attentes des individus, qui non seulement n'ont pas la même conception de la vie bonne, mais peuvent vouloir « vivre différentes sortes de vies bonnes » ; ainsi un individu peut rechercher à se réaliser à la fois par un engagement politique et par son travail. Il ne faut pas valoriser la société civile contre la sphère politique, mais plutôt les considérer comme se nourrissant l'une l'autre. C'est au cœur de l'Etat que peuvent se réaliser nos différents engagements, et la citoyenneté est donc la première appartenance, puisqu'elle garantit des droits et la possibilité d'expression diverses, d'autres appartenances ; Walzer souligne aussi le paradoxe du politique, qui est la sphère englobant les autres, mais qui ne mobilise pas toutes les énergies des citoyens, mais est plutôt l'objet d'un engagement ponctuel. D'où l'importance de la sphère de la société civile pour nourrir le sentiment d'appartenance à une communauté.

#### 1.4. Démographie et culture.

Le creuset humain et la civilisation du box office.

Une des forces de l'Amérique réside certainement, et depuis sa création, dans l'apport de forces vives, arrivant de tous les continents. Amérindiens, Européens, Asiatiques, Hispanisants se retrouvent sous la même bannière et défendent les mêmes idéaux. Pourtant, malgré une forte croissance démographique, un véritable déséquilibre se creuse, entre le nord et le sud, entre les

villes et le reste du pays. Ce ne sont plus simplement des quartiers qui parlent un langage différente, des villes entières sont aujourd'hui touchées par ce phénomène culturel, d'origine linguistique. Cependant, alors que la population des Etats-Unis est passée en dix ans de 248 à 281 millions d'habitants et qu'elle atteindra, en 2025, 346 millions, l'indice de fécondité est de 1,9, fortement supérieur à celui du Japon (1,3) et de l'Europe en général. Parallèlement, le nombre de naturalisations a dépassé, l'an dernier, le chiffre de 600 000. C'est donc un formidable creuset idéologique et sociétal au sein duquel les descendants des Pères fondateurs côtoient ceux de millions d'immigrants ou d'esclaves, où Condoleezza Rice est devenue une conseillère écoutée du Président.

La part de la culture et particulièrement du box office cinématographique représente un vecteur d'exportation important dans le monde. Souvent caricaturée par l'environnement Mc Donald, elle apparaît comme beaucoup plus sérieuse dans le domaine du cinéma, espace que l'Europe peut difficilement lui disputer. Si l'on met de côté le cinéma indien, l'Amérique produit autant de films que tous les autres pays réunis, exportant par ce biais une culture dominante.

#### 1.5. La mondialisation économique et intérêt national.

La mondialisation et son application à la notion d'intérêt national peuvent être étudiées au prisme de la dérégulation de l'économie internationale, du déficit du commerce extérieur américain et des imbrications économiques entre l'Europe et les Etats-Unis.

La dérégulation et l'ouverture de l'économie internationale.

De 1990 au 11 septembre 2001, la politique économique et commerciale était au centre des relations internationales américaines. L'intérêt national était passé dans le cercle de la libéralisation commerciale et les Etats-Unis avaient mobilisé tout leur pouvoir pour déréguler l'économie internationale, autogouvernée par les mécanismes du marché. Le Président Clinton considérait même la mondialisation comme représentant des valeurs et des pratiques économiques que les Américains considéraient comme allant de soi.

Le déficit du commerce extérieur et la dette extérieure.

Pourtant, avec une dette extérieure de près de 400 milliards de dollars, l'Amérique est un géant aux pieds d'argile. Restant par exemple le plus grand importateur de pétrole, ce pays ne peut protéger ses seuls intérêts économiques et se voit dans l'obligation de participer au marché mondial, aussi bien comme pays exportateur de biens qu'en tant que consommateur. Les

décisions de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) lui sont applicables comme à tout autre pays. A cela, l'Amérique tente de répondre par une défense serrée de ses intérêts économiques comme ceux de ses alliés.

Une imbrication entre l'Europe et les Etats-Unis: le contreponds.

Extrêmement liés à l'Europe, certainement plus que l'on ne veut l'entendre aujourd'hui, les Etats-Unis peuvent trouver dans leurs alliés d'outre-atlantique des partenaires parfois encombrants. Des milliers de milliards d'euros d'investissements transatlantiques passent dans les deux sens. Qu'on le veuille ou non, les partenaires sont imbriqués, et les contentieux se règlent à l'OMC, après des querelles qui paraissent inextricables. On se trouve pourtant dans un authentique processus institutionnel de règlement des différends. Cette Europe représente en outre la « tête de pont naturelle » de l'Amérique, comme le souligne Brzezinski, partageant non seulement des valeurs politiques mais aussi des structures économiques communes. Concurrente certes, l'Europe représente un contreponds à l'économie américaine, en particulier depuis son union monétaire. Elle est, par ailleurs, un espace d'investissements des fonds de pension américains, démontrant ainsi la confiance qu'on peut lui accorder.

La politique étrangère américaine a rarement été dictée par des calculs d'intérêt national. Au contraire, le nationalisme, la peur, les intérêts commerciaux, l'idéologie politique l'ont gouvernée. Une destinée nationale et un destin unique ont été dominants et le sont encore aujourd'hui. La conviction que la modernisation, l'occidentalisation et l'américanisation in fine, sont des bienfaits, a gouverné cette politique. En revanche, le terrorisme a toujours été vu comme un facteur de désordre. La nation américaine, forgée par l'idéalisme et le réalisme, possède encore la conviction qu'il est dans son destin d'ouvrir un chemin de liberté à l'humanité. Si la supériorité des normes et des valeurs du pays est considérée comme allant de soi, la conclusion s'impose de voir le monde intégrer le modèle.

## PARTIE II : LES REGIONS STRATEGIQUES

Les Etats-Unis possèdent des ambitions marquées par la notion d'intérêt national. Elles sont différentes selon la dimension dans laquelle on se place. Depuis le « jour d'infamie » du 11 septembre, l'aspect militaire de la politique étrangère américaine a pris le pas sur les autres. Il serait pourtant caricatural de négliger d'autres facteurs, comme l'économie ou la géopolitique.

### 2.1. La dimension militaire.

D'aucuns fondent la puissance américaine sur la dimension militaire. Non seulement, la primauté dans ce domaine est incontestable et croissant, non seulement les chances qu'un autre concurrent apparaisse sont faibles, mais les Etats-Unis ne disposent dans aucun autre secteur de l'action internationale d'un avantage comparable. Il est donc normal que la politique de l'Amérique valorise la dimension de la politique internationale, où son avantage est le plus grand. Pourtant, au Kosovo comme en Irak, il est indéniable que la volonté américaine d'imposer une solution par des moyens militaires a affaibli l'organisation internationale et le Conseil de sécurité des Nations unies.

L'arsenal militaire. Une structure militaire planétaire. Un engagement à long terme, loin du territoire.

Un constat s'impose aujourd'hui: le réseau des bases et des points d'appui américains ne cesse de s'étendre, jusqu'à impliquer les républiques ex-soviétiques. Parallèlement, les budgets de recherche permettent aux Etats-Unis de produire une quantité de plus en plus irrattrapable d'armes performantes. L'URSS a déjà perdu une course semblable au temps de la compétition de la guerre des étoiles. L'Europe n'est pas prête à se lancer dans un tel défi. En effet, depuis la fin de la guerre froide, l'Amérique a cherché sans relâche à mettre en place une structure militaire planétaire. La restructuration de l'état-major Centcom pour l'Afrique, le Moyen-orient et l'Asie centrale démontre cette volonté. D'autre part, des soldats américains sont présents dans quelque quarante pays et des relations très étroites sont déjà nouées avec les états-majors de presque tous les pays d'Europe et de l'ancien empire soviétique, d'une partie de l'Asie et de plusieurs états sud-américains. Cet engagement est prévu sur le long terme, avec l'assurance de pouvoir disposer de bases aussi longtemps que nécessaire, mais non permanentes. En fait, la stratégie actuelle du

Pentagone vise à maintenir le champ de bataille aussi loin que possible du territoire américain, reflétant ainsi la volonté de ne plus jamais connaître un autre 11 septembre.

Le Moyen-Orient : L'Irak et le conflit israélo-palestinien.

Les Etats-Unis justifient l'intervention en Irak par l'aide que pourraient apporter les états de « l'axe du mal » au terrorisme et par le danger de laisser ces états acquérir des moyens de destruction massive. Pourtant, la Corée du Nord n'est pas traitée à la même enseigne, probablement à cause de la proximité de voisins puissants et relativement stables qui font tampon. Dans le cas de l'Irak, le milieu est dominé aussi par le conflit israélo-palestinien. Même s'il est illusoire de croire que Al-Qaida se soucie du sort des Palestiniens, dont le mouvement est plus nationaliste que musulman, on ne peut complètement dissocier les deux actions. En effet, Israël demeure une épine américaine au Moyen-Orient, surtout par ce qu'il représente comme influence aux Etats-Unis. Un des lobbies les plus influents est encore le lobby juif.

La lutte contre « l'axe du mal » et le soutien aux « modernistes ».

Al-Qaida possède l'ambition de renverser le courant occidentalisateur qui, depuis trois siècles, a placé l'Islam traditionnel sur la défensive. Ainsi, le modernisme occidental a un attrait certain pour les masses musulmanes et menace les traditionalistes eux-mêmes. Pourtant, la doctrine Bush veut aider les modernistes et le parti-pris américain est un handicap énorme pour ces derniers : en effet, vouloir remplacer le régime de Saddam Hussein et introduire la démocratie dans un pays qui ne l'a jamais connue demande une longue présence qui, sans règlement israélo-palestinien, deviendrait la cible rêvée des militants islamistes. L'ordre naturel d'une pacification serait donc d'engager d'abord des négociations de paix entre Israéliens et Palestiniens, même si la nouvelle stratégie américaine prône une Palestine indépendante et démocratique et affirme que l'activité israélienne de colonisation dans les territoires occupés doit cesser.

La crise des Balkans. Des contradictions européennes et américaines.

Les Européens ont déployé toute leur conviction pour amener les Américains à décider une intervention dans les Balkans qui a ensuite eu tendance à les dépasser. Comme pendant la période de la guerre froide, ils ne se sont pas trouvés systématiquement des partisans de l'apaisement face à l'Amérique, sûre de sa puissance et décidée à en user pour imposer un ordre international. Les Européens ont ainsi pris conscience, bien avant les Américains, des risques pour la stabilité du continent, et ils ont été les premiers à intervenir, y compris avec l'envoi de soldats. Pourtant, entre

1990 et 1995, l'Europe a eu du mal à trouver la solution politique du conflit yougoslave et a longtemps hésité avant de faire appel aux Etats-Unis, puis de critiquer leur mode d'engagement.

Kagan et les incertitudes européennes.

Le récent article de Robert Kagan, publié à l'automne 2002 en Europe où il a connu un certain succès, montre une propension européenne à accepter les critiques acerbes des milieux dirigeants de l'administration des Etats-Unis. Ainsi la vision politique des Européens découlerait de leur faiblesse, alors que celle des Américains viendrait de leur puissance et de leurs responsabilités mondiales. Le goût pour l'aventure de notre continent n'est certes plus celui des siècles passés et l'Europe rechercherait moins la puissance que « la négociation et la coopération entre nations ».

## 2.2. La dimension économique.

Un point d'ancrage en Extrême-Orient. La Chine émergente et le Japon respecté.

Dans le tableau présenté en annexe 1, il est aisé de faire ressortir la prépondérance des liens économiques entre les Etats-Unis et l'Asie, et en particulier ceux relatifs à la Chine, à Taipei, au Japon et à Hong Kong. Ces liens qui datent du XIX<sup>ème</sup> siècle, se sont renforcés, en partie parce que l'Asie est en passe de devenir le centre de gravité de l'économie mondiale. A ce sujet, il est intéressant de noter le volume des importations américaines provenant de la Chine et du Japon, et la balance commerciale largement déficitaire pour l'Amérique. Cependant, il n'est pas certain que la Chine puisse conserver des taux de croissance supérieurs à 10%, et l'on est en droit de se demander si les Etats-Unis, imbriqués dans l'économie chinoise, ne cherchent pas à la maîtriser. Deux ombres apparaissent dans le paysage de « l'empire du milieu » : le besoin énergétique et la nécessité alimentaire. Malgré ses réserves en charbon, la Chine aura rapidement besoin du pétrole du Moyen-Orient, ou du gaz sibérien. L'Amérique trouve dans cette faiblesse le biais pour contrôler le développement chinois. L'autre levier vital est d'ordre alimentaire et permet à la riche agriculture des Etats-Unis de jouer, à moyen terme, sur les relations sino-américaines. Pour ce qui concerne le Japon, les relations sont marquées avant tout par l'influence militaire, aspect qui sera développé ultérieurement.

Le modèle européen. Le couple franco-allemand. Un pôle financier.

L'Europe n'est pas exclue des relations économiques américaines, au contraire. Le tableau des exportations et des importations présente un classement où l'Europe arrive en seconde position après l'Asie. Dans la gestion des crises, autant il est facile pour les Américains d'intervenir

militairement, autant le rôle financier des Européens est important, ceux-ci pouvant plus facilement travailler à la reconstruction d'un pays dans le cadre de l'Union européenne. Selon l'expression de Joseph Nye, le soft power permet d'influencer les sociétés des états en reconstruction, sans négliger le fait que les systèmes ainsi reconstitués auront une tendance naturelle à se tourner plus tard vers l'Europe.

Pour l'Amérique, le couple franco-allemand reste l'artisan de cette Union européenne, à l'instar des propos de Brzezinski. Le pôle financier formé par la France et l'Allemagne n'est pas indifférent à cette vision. Il apporte un contrepoids à l'Amérique, en étant capable certes de la concurrencer, mais aussi de travailler en partenariat avec elle, ce qui se traduit par des Joint Ventures transatlantiques. La réalité est cependant perçue de manière quelque peu différente aux Etats-Unis, où la France serait le moteur politique de l'Union et l'Allemagne le moteur économique.

Afin de clore l'analyse de la dimension économique de la politique étrangère américaine, il paraît nécessaire de s'arrêter sur la géopolitique du pétrole et tenter de réfuter une idée communément admise de son appartenance à l'intérêt national américain. Certes, les Etats-Unis sont les plus grands consommateurs et importateurs de pétrole et ils ne peuvent se passer ni du pétrole du Moyen-Orient ni de celui produit en Russie. Pourtant, la lutte aujourd'hui engagée par l'Amérique contre le terrorisme n'est pas de la même nature et le pétrole n'est pas le seul enjeu. Il devrait en revanche servir à stabiliser ou non les sous-régions du Moyen-Orient et d'Asie centrale, en fonction du volume de production et du prix du baril.

### 2.3. La dimension géopolitique.

#### Les états-nations. Les pivots.

Il faut revenir à la notion « wesphalienne » des états pour comprendre aujourd'hui la position américaine sur l'échiquier mondial. De nature quasi-physique, cette approche leur donne un relief particulier ainsi qu'à leurs dirigeants. Dans ce jeu d'échecs, les Etats-Unis ont identifié des pivots, en particulier ceux de l'Europe, du Moyen-Orient, du sud-est asiatique et un espace central. L'influence se conçoit alors de manière générale sur un pivot regroupant plusieurs états-nations. Le barycentre eurasiatique a ainsi été défini par Brzezinski comme un élément incontournable des relations internationales de l'après-guerre.

### La Chine, le Japon et la Russie.

La politique étrangère des Etats-Unis dans la région est de rester au Japon, à la fois pour être présent dans cette région et pour maîtriser le Japon, et de ne pas soutenir les volontés d'indépendance, tout du moins de Taiwan. La Chine cherche à « balancer » (balancing) la menace du Japon dans la région pour trouver un équilibre des forces. Elle procède de la même manière à l'encontre des Etats-Unis et de la Russie. Ce sont ces raisons historiques qui font que la menace japonaise est perçue comme plus importante que celle des Etats-Unis alors que ce dernier pays est objectivement tout aussi puissant militairement dans cette région que le Japon si ce n'est plus.

Ainsi, les forces d'autodéfense japonaises ont une mission strictement défensive aux côtés des Etats-Unis, dans le cadre du traité de sécurité et de coopération mutuelle signé en 1960. Elles doivent détecter un agresseur éventuel et le contenir pendant 24 ou 48 heures, en attendant le renfort des armées américaines, chargées pour leur part tant de la dissuasion nucléaire que du combat. En 1997, le Président des Etats-Unis et le Premier ministre japonais ont décidé de mettre à jour les directives d'application du traité, en donnant au Japon un rôle accru de soutien des forces américaines, si celles-ci se trouvent engagées dans la région. Ce soutien doit s'exercer en particulier sur mer. Le Japon s'engage donc à apporter un soutien logistique à la marine américaine ; il accepte de participer à des actions de déminage ainsi qu'à des opérations de récupération de ressortissants, par voies maritime ou aérienne, ou encore de mettre à sa disposition certains ports et aéroports civils. Le parapluie nucléaire est assuré par les Etats-Unis et le Japon travaille aux côtés des Américains aux études d'un système de défense de théâtre anti-missiles, dont il pourrait s'équiper. La Chine voit cependant cet outil d'un œil circonspect, trouvant ce système trop dirigé contre elle et contrevenant aux conventions internationales. Le Japon, pays profondément pacifiste depuis la dernière guerre mondiale, l'est et le restera encore longtemps. Il évolue pourtant vers une sécurité plus indépendante, cohérente avec le statut de membre permanent du conseil de sécurité de l'ONU, auquel il aspire, et qui lui permettrait, au besoin, de réagir seul à une agression : son environnement législatif se modifie, ses forces d'autodéfense s'équipent, et l'opinion publique accepte plus facilement qu'auparavant ces évolutions. Il n'en demeure pas moins étroitement lié aux Etats-Unis. Mais ces derniers resteront-

ils encore longtemps au Japon et en Asie? Les premiers éléments de réponse viendront lors d'une réunification des deux Corée.

Après l'appel de Foster Dulles à une guerre sainte contre le communisme athée, l'URSS a été présentée par le président Reagan comme l'empire du mal. Aujourd'hui, l'Amérique a perdu son principal adversaire. Le trou noir, ainsi nommé par Brzezinski, reste à combler. D'autant que l'URSS a laissé la place à une « balkanisation » sans précédent, requérant plus d'attention qu'au temps de la guerre froide.

La « tête de pont de la démocratie ». Le multilatéralisme et l'Europe. L'ouverture de l'OTAN et de l'UE.

Si l'Europe a cessé d'être une préoccupation permanente des Etats-Unis, elle reste un interlocuteur parmi d'autres. Cependant, elle demeure le miroir de l'Amérique et sa tête de pont face à des mondes, où la démocratie n'est pas encore acquise. Par la nature même des défis de l'humanité, le multilatéralisme représente la seule solution aux crises et la seule voie par laquelle les problèmes aboutiront, parfois par un simple *modus vivendi*. Malgré le leadership américain dans L'OTAN, l'ouverture de cette organisation comme celle de l'Union européenne devraient apporter de nouvelles pistes de réflexion. Il n'est probablement pas certain que le nombre de futurs acteurs soit un facteur d'efficacité. En revanche, si les états candidats tiennent fermement à leur adhésion, c'est qu'ils y trouvent une « assurance-défense ». On peut encore imaginer que du dialogue transatlantique pourraientt surgir des politiques conjointes, ayant une forte influence sur les instances internationales.

Puissances militaire, économique et politique sont indissociables de la notion d'intérêt national aux Etats-Unis. Elles en sont la manifestation sur Le grand échiquier de Brzezinski. De dimension mondiale, elles mettent en œuvre des moyens inégalés. Pourtant, elles nécessitent des points d'ancrage et des alliances diverses: étatiques, financières, voire supranationales. Elles définissent enfin des régions stratégiques, pour lesquelles l'Amérique n'hésitera jamais à s'engager, même au prix de la vie de ses boys.

## CONCLUSION

« L'Amérique est de retour », c'est en ces termes que George H. Bush, père de l'actuel président des Etats-Unis, signalait en mars 1991, la victoire contre l'Irak évincé du Koweït. Vingt-six ans après le départ du Vietnam, il lançait un cri d'amour-propre et d'estime de soi retrouvée. Une exaltation de l'instinct de conquête dont l'Amérique ne s'est jamais départie depuis sa naissance. Les Etats-Unis sont une nation guerrière, malgré un ego, qui les persuade qu'ils n'agissent pas au nom de leurs intérêts : l'ambition proclamée est de répandre la démocratie et le libre commerce à travers le monde. Après la conquête de l'ouest du continent nord-américain, les Etats-Unis n'ont pas eu d'appétit colonial. Empire de la liberté autoproclamé, ils ont privilégié une puissance des flux, des échanges et de la libre-circulation, et non pas une puissance territoriale. Une intuition qui avait germé dans l'esprit de Thomas Jefferson, président de 1801 à 1809. Un siècle après lui, Woodrow Wilson (1912-1918), le plus idéaliste et le plus idéologue des présidents américains, a fait de cette vision un système. Selon lui, la paix du monde devait être assurée par la propagation de la démocratie libérale et par la création d'organismes internationaux susceptibles de l'imposer, par la diplomatie ou par la force. Un demi-siècle plus tard, le président Jimmy Carter (1976-1980) imposait les droits de l'homme, le devoir d'ingérence et la justice internationale, au risque de faire tomber quelques dominos. Aujourd'hui, George W. Bush souhaite exporter ces idées au Moyen-Orient. Ce ne sera pas facile, mais l'Amérique éprouvera le sentiment du devoir accompli.

-----

## ANNEXE 1

### Etats-Unis – Commerce des marchandises par région et par économie, 2001<sup>5</sup>

(En milliards de dollars et en pourcentage)

Destination	Exportations					Origine	Importations				
	Valeur		Part		Variation annuelle en pourcentage		Valeur		Part		Variation annuelle en pourcentage
	2001	1990	2001	2000	2001		2001	1990	2001	2000	2001
<b>Région</b>						<b>Région</b>					
Monde	730.8	100.0	100.0	13	-6	Monde	####	100.0	100.0	19	-6
Asie	193.5	30.2	26.5	17	-10	Asie	428.7	39.5	36.3	16	-10
Europe occidentale	175.1	28.7	24.0	9	-3	Europe occidentale	246.0	21.9	20.8	13	-1
Amérique du Nord	164.1	21.1	22.5	8	-7	Amérique du Nord	220.2	18.1	18.7	16	-5
Amérique latine	159.3	13.7	21.8	20	-6	Amérique latine	204.5	13.0	17.3	24	-5
Moyen-Orient	19.6	2.9	2.7	-9	2	Moyen-Orient	38.8	3.9	3.3	52	-5
Afrique	12.4	2.0	1.7	11	13	Afrique	26.8	3.3	2.3	62	-8
Europe c./o., Etats baltes, CEI	6.9	1.1	0.9	9	12	Europe c./o., Etats baltes, CEI	15.1	0.5	1.3	39	-11
<b>Economie</b>						<b>Economie</b>					
Canada	163.7	21.1	22.4	8	-7	Union européenne (15)	226.1	20.0	19.2	13	0
Union européenne (15)	159.4	26.3	21.8	9	-3	Canada	220.1	18.1	18.7	16	-5
Mexique	101.5	7.2	13.9	28	-9	Mexique	132.8	6.0	11.3	24	-3
Japon	57.6	12.3	7.9	14	-12	Japon	129.7	18.2	11.0	12	-14
Corée, Rép. de	22.2	3.7	3.0	22	-20	Chine	109.4	3.1	9.3	23	2
Total des 5 ci-dessus	504.5	70.6	69.0	13	-8	Total des 5 ci-dessus	818.1	65.4	69.3	16	-4
Chine	19.2	1.2	2.6	24	18	Corée, Rép. de	36.5	3.7	3.1	28	-13
Taipei chinois	18.2	2.9	2.5	28	-26	Taipei chinois	34.8	4.6	2.9	15	-18
Singapour	17.7	2.0	2.4	10	-1	Malaisie	23.1	1.1	2.0	19	-13
Brésil	15.9	1.3	2.2	16	4	Venezuela	16.1	1.9	1.4	64	-18
Hong Kong, Chine	14.1	1.7	1.9	16	-4	Thaïlande	15.6	1.1	1.3	15	-10
Australie	10.9	2.2	1.5	5	-12	Singapour	15.3	2.0	1.3	5	-22
Suisse	9.8	1.3	1.3	19	-1	Brésil	15.3	1.7	1.3	23	4
Malaisie	9.4	0.9	1.3	21	-15	Arabie saoudite	14.4	2.1	1.2	69	-4
Philippines	7.7	0.6	1.0	22	-13	Israël	12.2	0.7	1.0	32	-8
Israël	7.5	0.8	1.0	1	-3	Philippines	11.8	0.7	1.0	13	-19
Thaïlande	6.0	0.8	0.8	33	-10	Indonésie	10.9	0.7	0.9	9	-3
Arabie saoudite	6.0	1.0	0.8	-21	-4	Inde	10.3	0.7	0.9	18	-9
Venezuela	5.7	0.8	0.8	3	2	Hong Kong, Chine	10.1	1.9	0.9	9	-16
République dominicaine	4.4	0.4	0.6	9	0	Suisse	10.0	1.1	0.8	6	-7

<sup>5</sup> Source: www.wto.org

## BIBLIOGRAPHIE

### OUVRAGES

- ALLNER Michel et Larry Portis. La politique étrangère des Etats-Unis depuis 1945, collection les essentiels, Edition ELLIPSES, mai 2000.
- ARON Raymond. Paix et guerre entre les nations, Editions Calmann-Lévy, 1962.
- BRZEZINSKI Zbigniew. Le grand échiquier, BAYARD Editions, 1997.
- CHOMSKY Noam. De la guerre comme politique étrangère des Etats-Unis, AGONE Editeurs, octobre 2001.
- FUKUYAMA Francis. La Fin de l'histoire et le dernier homme. Flammarion, 1992.
- GRASSET Philippe. Le monde malade de l'Amérique, EVO Editions, 1999.
- HUGUES Gérard et Cécile COQUET. Un destin manifeste, MALLARD Editions, 1999.
- HUNTINGTON Samuel. Le choc des civilisations, 1997.
- KANT Emmanuel. Projet de paix perpétuelle, in Œuvres philosophiques, Gallimard, coll. Bibliothèque de la Pléiade. Paris. 1986.
- KISSINGER Henry. Diplomatie, 1994.
- MACHIAVEL Nicolas, Œuvres complètes, Gallimard, coll. Bibliothèque de la Pléiade. Paris. 1952.
- MORGENTHAU Hans. Politics among nations, 1948.
- WALZER Michaël, Guerres justes et injustes,

### ARTICLES

- DUCHÊNE François. Mars, Vénus et l'Olympe. Commentaire n° 100, p. 773.
- FAVENNEC Jean-Pierre. Géopolitique du pétrole au début du XXIème siècle. Commentaire n° 99, p. 537.
- FONTAINE André. Ego nominor leo. Commentaire n° 100, p. 781.
- HASSNER Pierre. Puissance et légitimité. Commentaire n° 100, p. 785.

- KAGAN Robert. Puissance et faiblesse. Commentaire n° 99, p. 517.
- PATTEN Christopher. De l'intérêt national: regards sur l'Europe et le Etats-Unis. Commentaire n° 99, p. 557.
- PARMENTIER Guillaume. Force, faiblesse, puissance. Commentaire n° 100, p. 791.
- PFFAF William. La politique étrangère américaine. Commentaire N° 98, p. 293.
- RICE Condoleezza. Promoting the National Interest. 2000.
- SALVAN Jean G. La culture politique et stratégique des Américains. Géopolitique n° 76, p.51.
- VERNET Daniel. Le dilemme européen. Commentaire n° 100, p. 801.
- WALZER Michaël. Civility and Civil Virtue in Contemporary America. Social Research, 1974, p. 593-611 et The idea of civil society. Dissent, printemps 1991, p. 293-304.

## MULTI MEDIAS

### INTERNET

[www.whitehouse.gov/government](http://www.whitehouse.gov/government)

[www.census.gov](http://www.census.gov)

[www.wto.org](http://www.wto.org)

### QUOTIDIEN

La Croix

## TABLE DES MATIERES

Introduction	P. 4
1.) Première partie : L' intérêt national américain	P. 5
1.1.) Les références philosophique, morale et politique	P. 5
1.2.) La tradition libérale	P. 9
1.3.) Le tempérament isolationniste	P. 10
1.4.) La démographie et la culture	P. 13
1.5.) La mondialisation et l' intérêt national	P. 14
2.) Deuxième partie : Les régions stratégiques	P. 16
2.1.) Une dimension militaire	P. 16
2.2.) Une dimension économique	P. 18
2.3.) Une dimension géopolitique	P. 19
Conclusion	P. 22
Annexe	P. 23
Bibliographie	P. 24